



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 9 – 26 avril au 9 mai 2021

Sommaire

Fait marquant

- Les ministres du numérique du G7 s'engagent sur six grandes thématiques à travers une déclaration commune

Economie numérique et régulation

- Les publications racistes vont être ajoutées à la liste des contenus préjudiciables en ligne
- Le Royaume-Uni instaure un mécanisme de filtrage des investissements étrangers, qui concernera certains secteurs technologiques critiques

Télécommunications et réseaux

- Le groupe spatial français *Eutelsat* prend une participation dans l'entreprise *OneWeb*

Données

- L'opérateur britannique *Vodafone* forme un partenariat stratégique sur la donnée avec *Google Cloud*

Cyber-sécurité

- Le centre national de cyber-sécurité publie des recommandations destinées aux autorités locales sur les *smart cities*

Nouvelles technologies

- Des dispositifs de conduite autonome pourraient être autorisés sur certaines routes britanniques d'ici la fin de l'année
- Rapport : [UK science, technology & innovation policy after Brexit: priorities, ambitions & uncertainties, The Foundation for Science and Technology, Avril 2021](#)

🗨️ **Fait marquant : Les ministres du numérique du G7 s'engagent sur six grandes thématiques à travers une déclaration commune**

A l'issue de la réunion virtuelle des ministres du numérique du G7, présidée par Oliver Dowden le 28 avril, une [déclaration commune](#), comprenant une série d'engagements qui permettent « d'assurer une révolution digitale démocratique et d'améliorer la prospérité mondiale », a été signée. Les ministres se sont accordés sur six domaines prioritaires de collaboration, et ont adopté des textes cadres sur quatre de ces sujets :

- 1) La promotion de chaînes de valeur des infrastructures numériques et de télécommunications (y compris 5G) sûres, résilientes et diversifiées, à travers une évaluation stricte de la sécurité des équipements et le développement des architectures de réseaux ouverts et interopérables (aucun texte n'a été adopté, mais une collaboration de long-terme entre experts à ce sujet est envisagée).
- 2) Un [cadre pour la collaboration sur les normes techniques numériques](#) au sein du G7 et avec des « pays alignés démocratiquement », afin d'établir des standards qui « respectent nos valeurs » pour des domaines tels qu'internet ou les télécommunications.
- 3) [Une feuille de route pour la coopération en matière de libre-circulation des données](#), qui encouragera la collaboration en matière de réglementation et accélérera l'élaboration d'approches communes pour le partage de données dans différents domaines, tels que les transports, la science ou l'éducation.
- 4) [Une série de principes pour améliorer la sécurité en ligne](#) dans les Etats du G7, qui s'engagent à protéger les droits humains en ligne et s'accordent sur la responsabilité des entreprises technologiques pour la sécurité de leurs utilisateurs (elles doivent mettre en place des processus de réduction des activités illégales et nuisibles, en donnant la priorité à la protection des enfants).
- 5) Le renforcement de la coopération en matière de concurrence sur les marchés numériques (aucun texte n'a été adopté, mais une réunion des autorités de la concurrence nationales, organisée par la *Competition and Markets Authority* britannique, devrait être organisée à l'automne).
- 6) [Un cadre de collaboration sur les documents électroniques transférables](#), afin de réduire les obstacles juridiques à leur utilisation et coordonner les réformes nationales, permettant aux entreprises d'utiliser des solutions numériques (en remplacement du papier) pour l'expédition de marchandises et les transactions commerciales.

Enfin, la déclaration commune a également officialisé la tenue au Royaume-Uni, en septembre prochain, d'un « *Future Tech Forum* », qui réunira des « partenaires démocratiques alignés sur leurs idées » (dont l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud, également [conviés au G7 comme invités](#)) ainsi que des industriels et universitaires, afin de discuter du rôle de la technologie « dans le soutien à des sociétés ouverte et à la résolution des défis mondiaux ».



🌐 Economie numérique et régulation

1 Les publications racistes vont être ajoutées à la liste des contenus préjudiciables en ligne

Dans le cadre de l'élaboration de l'*Online Safety Bill*, qui prévoit d'exiger des grandes plateformes d'hébergement de contenu un « devoir de diligence » (c'est-à-dire l'obligation de limiter ou retirer la diffusion de certains contenus illégaux ou préjudiciables), le gouvernement aurait décidé, selon le [Telegraph](#), d'inclure les publications racistes à la liste des contenus préjudiciables, aux côtés des contenus antisémites ou de promotion du suicide. Le projet de loi, qui devrait être publié lors du *Queen's Speech* le 11 mai, prévoirait d'imposer aux plus grandes plate-formes telles que *Facebook* ou *Twitter* le retrait de ces contenus « légaux mais préjudiciables ». Cette décision fait partie de la réponse gouvernementale à la multiplication des insultes racistes sur les réseaux sociaux, dont l'ampleur dans différents milieux sportifs, notamment le football professionnel, a récemment entraîné une décision de boycott temporaire de la part des clubs et des joueurs.

2 Le Royaume-Uni instaure un mécanisme de filtrage des investissements étrangers, qui concernera certains secteurs technologiques critiques

La *National Security and Investment Bill* a reçu le 29 avril le [sceau royal](#), à la suite de l'approbation du texte par les deux chambres au Parlement. Il instaure un nouveau régime de filtrage des investissements, qui prévoit une obligation pour les acquéreurs de notifier les montées au capital (supérieures à des seuils définis) pour 17 secteurs jugés critiques. Parmi ces derniers figurent de nombreux secteurs technologiques de pointe, tels que l'IA, la robotique, les infrastructures de données, l'authentification cryptographique, l'informatique quantique, les technologies spatiales et satellitaires. La loi crée par ailleurs un pouvoir d'intervention discrétionnaire du ministre de l'Economie, qui pourra intervenir dans une transaction en cours, ou *a posteriori*, jusqu'à 5 ans après sa réalisation.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le groupe spatial français Eutelsat prend une participation dans l'entreprise OneWeb

Le groupe français *Eutelsat* a [annoncé](#) le 27 avril avoir pris une participation de 24 % (pour un montant de 550 M\$) dans le capital de *OneWeb*, qui avait fait l'objet l'été dernier d'un rachat conjoint par l'Etat britannique et le groupe indien *Bharti*, alors controversé au RU. Kwasi Kwarteng, le ministre en charge de l'industrie, a estimé que l'arrivée d'*Eutelsat* constituait un vote de confiance dans le projet : « L'investissement d'aujourd'hui est un autre pas de géant pour *OneWeb* dans la réalisation de son ambition de fournir une connectivité globale à large

bande autour du globe». Pour mémoire, *OneWeb* ambitionne de déployer une constellation de 600 satellites en orbite basse qui doit fournir une couverture Internet à haut débit, y compris dans des zones isolées. Neil Masterson, directeur général de *OneWeb*, a déclaré que l'entreprise disposait désormais de 80 % des fonds nécessaires au financement de sa première génération de satellites, dont 30 % sont déjà dans l'espace.

Données

1 L'opérateur britannique *Vodafone* forme un partenariat stratégique sur la donnée avec *Google Cloud*

Vodafone, géant des télécommunications britannique (et deuxième opérateur mondial en nombre de clients), et *Google Cloud* (un des services leader d'informatique en nuage fourni par *Google*) ont [annoncé](#) le 3 mai la signature d'un accord, d'une durée de six ans, visant à développer une infrastructure d'hébergement de données. L'entrepôt stockera l'intégralité des données de l'opérateur, issues d'une vingtaine de pays où il est présent. La plateforme aura également comme objectif d'analyser ces informations, à travers divers outils d'apprentissage automatique, qui permettront à *Vodafone* d'offrir de nouveaux services personnalisés à ses clients - telle qu'une accélération ponctuelle du débit - ainsi que de diminuer ses coûts opérationnels, par exemple à travers la prédiction et la résolution anticipée de problèmes réseaux. *Vodafone* et *Google* mentionnent également leur projet de développer de nouveaux services grâce à leurs synergies (données clients anonymisées d'un côté, algorithmes d'analyse de l'autre), comme par exemple des prestations de conseil aux multinationales ou aux gouvernements. Cet accord pourrait toutefois, selon certains juristes, ne pas être conforme au RGPD, qui soumet à des conditions strictes le transfert de données personnelles d'UE vers des Etats dont la législation ne répond pas aux exigences européennes.

Cyber-sécurité

1 Le centre national de cyber-sécurité publie des recommandations destinées aux autorités locales sur les *smart cities*

Le *National Cybersecurity Centre* (NCSC), branche du *GHCQ* (l'agence de renseignement électromagnétique), a publié le 7 mai des [ressources documentaires](#) à destination des collectivités locales, afin de les conseiller sur la gestion des villes connectées (*smart cities*). Ces recommandations comprennent des principes de cybersécurité et des mesures de protection des données, qui visent à assurer la sécurité des lieux connectés et de leur infrastructure sous-jacente, afin de les rendre plus résistants aux cyber-attaques. S'il ne mentionne pas explicitement des Etats, le *NCSC* met en garde contre les risques posés par les fournisseurs étrangers de technologies – dont la plupart sont chinois, tels qu'*Alibaba*, *Huawei* ou *Dahua* – qui pourraient subir des pressions de la part des services de renseignement de leur pays d'origine, pouvant entraîner une « exfiltration de données ».

📍 Nouvelles technologies

1 Des dispositifs de conduite autonome pourraient être autorisés sur certaines routes britanniques d'ici la fin de l'année

A la suite [d'une large consultation](#) publique lancée en août 2020, [le ministère des Transports \(DfT\)](#) a indiqué le 28 avril la possible autorisation de circulation des véhicules équipés du système *Automated Lane Keeping System (ALKS)*, qui permet leur déplacement sur une voie tout en assurant une distance de sécurité minimale entre eux. Le Gouvernement a toutefois précisé que l'utilisation du mode autonome de ces véhicules, qui devront être homologués au RU, ne pourra se faire que dans un trafic lent (moins de 60 km/h) et sur autoroutes. L'objectif affiché est d'améliorer la sécurité routière en réduisant les erreurs individuelles, à l'origine de 85 % des accidents et du décès de 3 900 personnes en moyenne chaque année. Cette décision permettrait également de réduire les embouteillages ainsi que les émissions de CO2 associées. Selon le *DfT*, 38 000 emplois pourraient être créés d'ici à 2035 pour ce marché estimé à 45 Md£. La secrétaire d'Etat aux Transports Rachel McLean a indiqué que cette décision représentait une avancée importante pour le déploiement des véhicules autonomes au RU, alors qu'une [autre consultation](#) vient d'être lancée pour amender le code de la route et créer un cadre légal pour la circulation de ces véhicules. Cette décision s'inscrit à la suite d'un [règlement](#) de l'ONU adopté 2020, qui autorise des systèmes automatisés dans certaines conditions, notamment de cyber-sécurité.

2 [Rapport : UK science, technology & innovation policy after Brexit: priorities, ambitions & uncertainties, The Foundation for Science and Technology, Avril 2021](#)

Ce rapport, commandé par l'Ambassade du Japon au Royaume-Uni, établit un état des lieux de la politique de recherche et développement britannique. Face aux challenges « ABC » (*Austerity, Brexit, Covid-19*), le RU a articulé sa politique en matière de sciences, technologies et innovation en 4 axes, selon l'association :

- 1) La *R&D Roadmap*, fixant les objectifs du RU en matière de R&D, et l'objectif gouvernemental de dépense nationale (public et privé) en R&D fixé à 2,4 % du PIB d'ici 2027 (avec un sous-objectif d'augmentation dépense publique de 22 Md£ d'ici 2025).
- 2) Les réformes structurelles du financement de la recherche, avec notamment la création des agences *UKRI (UK Research and Innovation)* qui a regroupé les sept organisations de recherche et innovation britanniques et *ARIA (Advanced Research and Invention Agency)* pour financer l'innovation de rupture.
- 3) La refonte de la collaboration internationale en matière de recherche après le Brexit, avec la publication de la Revue intégrée de défense définissant le RU comme un « superpouvoir scientifique et technologique », et la prolongation de la participation à Horizon Europe.
- 4) La définition de priorités post-pandémiques, notamment le *levelling up* ou le *Net Zero*.

Ecosystème tech

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 26 avril et le 9 mai 2021 :

- [Mestag Therapeutics](#), BioTech (traitements contre le cancer et maladies inflammatoires) : [Seed, 11 M\\$](#)
- [Qredo](#), FinTech (infrastructure décentralisée de gestion d'actifs numériques) : [Seed, 11 M\\$](#)
- [GlobeDX](#), FinTech (bourse d'échange de dérivés de crypto-monnaies) : [Seed, 18 M\\$](#)
- [FIXR](#), Events (plate-forme de réservation et d'évènements digitaux) : [Série A, 6,5 M£](#)
- [Sprout.ai](#), InsurTech (solution d'automatisation du traitement des sinistres) : [Série A, 8 M£](#)
- [Fy Now Pay Later](#), FinTech (répartition du coût de leur voyage sur une durée flexible) : [Série A \(extension\), 10 M£](#)
- [Firstbase](#), Saas (plate-forme de télé-travail) : [Série A, 13 M\\$](#)
- [Mogrify](#), BioTech (therapies cellulaires) : [Série A, 17 M\\$](#)
- [Zoe](#), HealthTech (application de nutrition personnalisée) : [Série B, 20 M\\$](#)
- [Taster](#), E-commerce (plate-forme pour restaurants en ligne) : [Série B, 37 M\\$](#)
- [Exscientia](#), BioTech (recherche médicamenteuse basée sur l'IA) : [Série D, 225 M\\$](#)
- [Oxford Nanopore](#), BioTech (séquençage d'ADN) : [Venture Round, 195 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international